Au nom du peuple et de la démocratie

A l'école, on nous apprend que le Parlement est le lieu de la démocratie. Comme le peuple peut choisir ses représentant-e-s, on prétend que ses intérêts sont défendus. Est-ce vraiment le cas aujourd'hui?

La représentation des intérêts

Les entreprises et organisations patronales - au travers de leurs lobbys - influencent fortement les processus de décisions politiques. Elles le font notamment en octroyant des mandats aux politicien-ne-s. Les chiffres le confirment: les membres de l'actuelle Assemblée fédérale sont lié-e-s à 2045 mandats dans des conseils d'administration. En deux ans (de 2009 à 2011) le nombre de mandats octroyés a progressé de 14.7% – une augmentation claire, qui prouve la croissance des liens directs avec les politicien-ne-s. Seul un tout petit nombre de ces mandataires représentent les intérêts d'organisations à buts non lucratifs tandis que les lobbys des secteurs de la santé, de l'immobilier et ceux des branches principales de l'économie exercent une pression scandaleuse. Sans exception, tous les partis présents au Parlement comportent dans leurs rangs des député-e-s avec des mandats dans des conseils d'administration. Le leader est le groupe libéral-radical, avec 583 mandats[1], suivi du groupe PDC/PEV avec 565. En troisième position vient l'UDC, avec 389 mandats externes, puis le PS avec 310 mandats, les Verts avec 139 et finalement le groupe PBD avec 59 mandats. Bien entendu, toutes les banques suisses, les grandes entreprises et les multinationales sont directement représentées au Parlement. Un coup d'œil à leur chiffre d'affaires donne un aperçu de leur pouvoir: selon le classement du 3 novembre 2014 du « Handelszeitung », les 15 plus grosses entreprises, parmi lesquelles Vitol SA (276.3 milliards), Glencore International (209.4), Cargill International SA (122.9), Trafigura (119.7), Mercuria Trading Compagny (100.8) et Nestlé (92.1), ont réalisé un chiffre d'affaires de 981.1 milliards de francs au total. En comparaison, la Confédération a encaissé, la même année, la somme de 62.8 milliards de francs.

Cadeaux fiscaux et démantèlement social

Les décisions politiques du Parlement sont prises en fonction de ces rapports de force. Elles sont vendues au peuple avec des slogans comme « promotion économique » ou « mesures d'économie nécessaires ». Les faits, eux, nous disent pourtant autre chose :

a) *Allégements fiscaux pour les entreprises et les privilégiés*

Selon une étude de 2010 de l'Institut de sociologie de l'Université de Bâle intitulée « Richesse en Suisse », les mesures fiscales suivantes forment une « tendance suisse séculaire » :

- Baisse relative de la contribution des grandes fortunes ;
- Abandon d'un impôt fédéral sur la fortune depuis 1959 ;
- Abolition ou diminution de l'impôt sur la succession dans plusieurs cantons depuis les années 80 ;
- Abaissement des impôts sur le revenu et sur la fortune ;
- Abolition de l'impôt cantonal sur les gains en capital

b) Démantèlement de l'État social

A l'opposé, il y a la « réforme » de l'assurance chômage de 2011, qui a mené à une réduction des prestations de 600 millions de francs par année, sur le dos des chômeurs et des chômeuses. Le chômage incompressible qui atteint en Suisse 150'000 personnes est politiquement voulu. Il sert en premier lieu a pousser les salaires vers le bas et à diviser les travailleurs et les travailleuses. Les prestations de l'assurance invalidité ont également été réduites avec la révision 6.a et 6.b. Sous prétexte d'une prétendue « gradation affinée », on a réduit les rentes de l'AI d'un montant allant jusqu'à un tiers de la rente. Les personnes concernées, selon notre expérience, ne trouvent même pas un emploi partiel dans le secteur privé ou l'administration malgré leurs efforts inlassables. Aujourd'hui, la « réforme de la prévoyance vieillesse 2020 » constitue une nouvelle attaque contre les rentes des retraité-e-s. Le Conseil fédéral propose d'élever l'âge de la retraite des femmes, de baisser le taux de conversion dans les caisses de pension, de flexibiliser l'âge de la retraite de 62 à 70 ans, et d'augmenter la TVA. De plus, il faut mentionner que les prestations sociales ont été réduites et que l'aide urgence pour les réfugié-e-s a été baissée de manière drastique. Ce sont seulement quelques exemples de mesures de démantèlement social payées par les classes populaires et les classes moyennes.

Il pourrait en être autrement : l'imposition de 1% sur le chiffre d'affaires des « Big 15 » amènerait des

1 Le groupe libéral-radical comprend 41 député-e-s, le groupe PDC-PEV 44, l'UDC 63, le PS 57, Les Verts 17, Verts libéraux 14, PBD 10.

entrées de plus de 10 milliards de francs à la Confédération. La répartition de la richesse disponible est une question politique et une conséquence logique de la représentation des intérêts au Parlement.

La richesse pour quelques-uns

Évidemment, la représentation des intérêts au Parlement a aussi des conséquences sur la répartition de la richesse en Suisse. Le 1% de la population le plus riche possède 58.9% de la fortune nette et donc plus que les 99% restants. Il n'y a qu'à Singapour que la différence entre les 1% les plus riches et le reste de la population est plus grande qu'en Suisse[2].

En 2013, les 300 plus riches de Suisse possédaient 564 milliards de francs, ce qui signifie que leur fortune a été multipliée plus de 6 fois dans les derniers 25 ans. Et celui ou celle qui est riche reste riche : sur les 40 milliards de francs légués en 2010, plus de la moitié s'est écoulée vers des millionnaires. La Suisse est de ce fait à la pointe des pays qui reproduisent le mieux les classes sociales.

La pauvreté pour toujours plus de gens

En Suisse, il y a 14.7% d'enfants pauvres. 7.7% de la population, soit 590'000 personnes, était victime de pauvreté en 2012. Le seuil de pauvreté moyen s'élevait pour une personne seule à environ 2'200 francs par mois et pour deux adultes avec deux enfants à environ 4'050 francs. Les moyens de subsistance (nourriture, vêtements, hygiène, mobilité, loisirs, etc.), le loyer et les assurances doivent être payés avec ces montants.

185'800 retraité-e-s suisses reçoivent des prestations complémentaires. Leur rente AVS et leur éventuelle rémunération des caisses de pension ne suffisent pas à couvrir leurs frais minimum. Selon des calculs de Pro Senectute, ce chiffre augmente régulièrement : chaque année, 5000 personnes dont la rente ne suffit pas à vivre viennent s'y ajouter. Sans les services complémentaires de l'AVS, environ 300'000 personnes ne pourraient pas vivre plus ou moins décemment. Il ne faut pas non plus oublier tous ceux et toutes celles qui ne reçoivent pas de prestations complémentaires, car, ne connaissant pas leurs droits, ils et elles ne les font pas valoir.

Libéralisation et privatisation

Les conditions sociales ne sont pas dues au hasard. Elles sont la conséquence logique, le produit du régime économique capitaliste, du libre-marché, qui est aujourd'hui promu avec le mot-clé « globalisation ». La privatisation des services publics et la libéralisation sont les politiques au service des profits des entreprises et des possédant-e-s. Pour les travailleurs et les travailleuses, cela signifie une détérioration des conditions de travail et des conditions de vie. C'est ce qui s'est passé à l'hôpital de la Providence à Neuchâtel : après que l'hôpital ait été racheté par le groupe privé Genolier, la convention collective (CCT Santé 21) a été dénoncée et les services non-médicaux et qui ne relèvent pas des soins ont été délocalisés. Avec pour conséquence une baisse des salaires et des réductions de postes. Ceci s'est produit avec l'accord du gouvernement neuchâtelois : il a laissé le groupe Genolier remettre en question la CCT, bien qu'il existe un règlement du Conseil d'État qui précise que la CCT doit être respectée pour accomplir des missions publiques dans la santé. Et ce n'est pas une exception ! Plutôt un exemple de privatisation et libéralisation dans les sens des diktats capitalistes qu'on appelle aujourd'hui globalisation. Comme si tout cela ne suffisait pas, il faut ajouter que la Suisse est l'un des pays qui protègent le moins contre les licenciements et où le travail intérimaire est le plus développé, rendant les conditions de travail particulièrement précaires.

Négociations non démocratiques à l'échelle planétaire

Ce que nous connaissons aujourd'hui de la globalisation n'est que le début. Les « accords de libre-échange » en sont la preuve. Depuis 2012, le Conseil fédéral et l'administration fédérale participent à des négociations avec l'UE - qui englobe 28 pays - et avec 20 autres pays sous la direction des États-Unis, sur les accords de libre-échange « Trade in Services Agreement » (TiSA). Il s'agit d'un accord sur le commerce des services. Concrètement, l'approvisionnement en eau, la fourniture d'énergie, la finance, la santé et la formation devraient être dérégulés partout dans le monde, c'est-à-dire libéralisés et privatisés. Les conséquences sur les conditions de vie et de travail des salarié-e-s seraient fatales : le nombre de contrat de travail précaires et de working-poors (des personnes qui ont besoin de plusieurs emplois pour couvrir leurs besoins vitaux et qui doivent tout de même être soutenus par l'aide sociale) augmenterait. Les négociations, dont le SECO est responsable pour la Suisse, sont menées de manière secrète et non démocratique. Le Parlement suisse, et encore moins le grand public, n'a été informé que tardivement, de manière insuffisante et sous la pression de la population de l'état des négociations. Les pays du Sud, en

2 Voir étude « Richesse en Suisse » de l'institut de sociologie de l'Université de Bâle.

Amérique du Sud, Afrique et Asie ont connu depuis des décennies ces politiques qui ont détruit leur économie et conduit la population à la misère.

Les multinationales portent plainte contre les États
Selon ces accords de libre échange, tous les secteurs de services - pour lesquels il y a, à côté des fournisseurs publics, des fournisseurs privés – devraient être soumis aux règles « de la libre et authentique concurrence ». Si ce n'est pas le cas, des multinationales auront le droit de porter plainte contre un État pour « perte de profit ». Les entreprises auront ainsi le même statut juridique que les États nationaux. La plainte ne sera pas traitée par un tribunal public, mais par un tribunal dépendant de la banque mondiale. Ces règlements existent déjà dans certains accords de libre-échange. Deux exemples concrets où des décisions prises démocratiquement par des Parlements ont été annulées : l'entreprise énergétique suédoise « Vattenfall » qui a porté plainte contre l'Allemagne pour ses plans de sortie du nucléaire et Philip Morris qui réclame deux milliards de dollars de l'Uruguay, parce que le pays a durci sa loi sur la fumée.

Un monstre sorti tout droit d'un film d'horreur
Selon la volonté des multinationales, ce sont les « accords de libre-échange » qui devraient construire le futur. C'est pour cela que l'UE négocie avec les USA depuis juillet 2013 le « Transatlantic Trade and Investment Partnership » (TTIP). Il s'agit de la création de la plus grande zone de libre-échange du monde, avec pour objectif la construction d'un espace économique commun pour plus de 800 millions de consommateurs et consommatrices. Le but, sous couvert d'harmonisation des lois de part et d'autre de l'Atlantique, est de maximiser le profit. Cela touche les produits alimentaires et industriels, de même que des domaines comme le droit du travail, la santé ou la protection de l'environnement et du climat. L'étatsunienne Lori Wallach, directrice de « Public Citizen » - la plus grande organisation de protection des consommateurs et consommatrices du monde – et avocate spécialiste du droit commercial qualifie le TTIP de « coup d'État au ralenti ». Elle écrit : « L'intention déclarée est de signer dans deux ans un accord qui fonde un zone de libre-commerce transatlantique « Transatlantic Free Trade Area (Tafta) ». Le projet TTIP-TAFTA est comme un monstre sorti tout droit d'un film d'horreur, qui ne peut pas être tué. Car les avantages qu'une telle « OTAN économique » offrirait aux entreprises seraient obligatoires, durables et pratiquement irréversibles ; en effet chaque règle ne pourrait être changée qu'avec l'accord de tous les États signataires. »

Les véritables responsables de la destruction de l'environnement
Alors qu'il est plus que jamais nécessaire de trouver des solutions à la destruction de la nature, ce vaste projet de libéralisation et de privatisation va donner un pouvoir infini aux multinationales. Dans les pays du Sud, elles pourront continuer à piller les ressources naturelles en toute impunité, avec l'impact tragique sur l'environnement que cela représente. Dans les pays du Nord, elles pourront continuer à promouvoir, dans leur recherche du profit maximal, un mode de vie, de production et de consommation qui met en danger l'équilibre écologique de la planète.
Les multinationales suisses ne sont pas en reste dans cette course pour le contrôle des ressources naturelles. Nestlé, championne de la privatisation de l'eau dans les pays du Sud, Glencore, reine du négoce des matières premières ou encore Syngenta, grande pollueuse des cours d'eau dans le monde entier, sont quelques exemples de l'effet néfaste de l'absence de contrôle des peuples sur ces grandes entreprises.

La destruction de l'environnement est une conséquence directe de la main-mise du capital sur la planète et de sa recherche illimitée de profits. Ces faits ne peuvent plus être contestés par personne. Sous les conditions de la production capitaliste, d'énormes dévastations sont devenues possibles. Nous vivons un processus par lequel la nature, sous l'exploitation du capital, est appauvrie de manière dramatique. Nous ne pouvons pas séparer les problèmes environnementaux de la lutte de classes. Ceci pour le simple fait que l'exploitation de la force de travail et de la nature se fait parallèlement. Nous soutenons que les problèmes environnementaux font partie de la lutte de classes. Ils l'accentuent et l'intensifient. Les problèmes environnementaux ne pourront pas être résolus dans le cadre de capitalisme.

L'autodétermination des peuples
Capitalisme est toujours synonyme de guerre. Les multinationales courent après les matières premières et la force de travail bon marché dans les pays du Sud en réalisant d'énormes pillages. Avec des slogans comme «intervention humanitaire », elles dissimulent le vrai visage de leurs agressions. Au cours des dernières années, la situation en Libye, au Mali et en République centrafricaine, entre autres, s'est

aggravées à cause de ces interventions. La Syrie et l'Ukraine sont confrontées à des guerres civiles et les pouvoirs impérialistes attisent les violences par un soutien militaire. Nous défendons l'autodétermination des peuples contre les ingérences. Seuls les peuples eux-mêmes peuvent décider de leur développement. Pour cette raison, nous condamnons également le blocus économique de Cuba.

Le plus grand cimetière du monde
Depuis la création de l'UE est menée une politique européenne coordonnée de démantèlement social, de déréglementation des contrats de travail et des systèmes de protection sociale, et de privatisation des entreprises et des services publics. Les conséquences sont une pression sur les salaires due à la concurrence croissante entre les pays, le développement des secteurs de bas salaires, l'augmentation de l'âge de la retraite, le renchérissement de la santé, le chômage des jeunes et de longue durée, la pauvreté croissante, la croissance de l'insécurité sociale, un accès plus compliqué à la formation et la crainte quant à l'avenir. Une politique que paient les classes populaires et que l'UE implante dans tous les pays européens à travers sa Troïka (BCE, FMI et Commission européenne). La Grèce en est l'exemple le plus parlant.

Officiellement, l'UE est décrite comme une « communauté de valeur » qui maintient la paix en Europe et dans le monde, qui sert les idéaux de la démocratie et des droits humains et qui garantit la stabilité économique et les progrès sociaux. Mais tout cela s'est révélé être un énorme mensonge. L'UE est une construction impérialiste qui défend à l'intérieur et à l'extérieur les intérêts capitalistes des multinationales et du capital. A l'intérieur, s'opère un processus de renforcement de la surveillance des citoyens et de renforcement des instruments de répression étatiques, en particulier sous prétexte de lutter contre le terrorisme. La crise en Ukraine montre que l'UE n'offre pas de protection contre la guerre. Dans le but de défendre les intérêts des puissantes multinationales, l'UE va jusqu'à soutenir des forces ouvertement fascistes et mener des guerres. Aux portes de la « forteresse Europe », des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes meurent chaque année durant leur tentative désespérée de traverser la Méditerranée. A cause de la politique de l'UE, celle-ci est devenue le plus grand cimetière du monde.

Le cercle se referme !
Pourquoi les gens fuient-ils ? La fuite est souvent leur dernière chance de survie. Ils fuient la pauvreté et la misère, souvent causées par des guerres civiles et les guerres. Des guerres menées pour les intérêts impérialistes de quelques pays et de l'UE. La Suisse aussi profite de ces guerres qui se jouent à l'échelle planétaire. Des entreprises suisses d'extraction pillent depuis des dizaines d'années d'énormes territoires (entre autres) africains. Elles réalisent d'énormes profits, grâce à l'exploitation honteuse des êtres humains et de la nature, pendant que dans les régions concernées, les hommes et les femmes meurent de faim. Les motifs de fuite de ces personnes sont généralement provoqués par la corruption des dirigeants et les intérêts des multinationales, dont le siège principal se trouve souvent en Suisse. Ce sont les mêmes multinationales qui – comme nous le décrivions au début – sont le mieux représentées au Parlement, pour défendre et imposer politiquement leurs intérêts.

Nous avons besoin d'un changement radical

Pourquoi le PST-POP participe-t-il aux élections ? Bien entendu, pour s'opposer à la politique de la droite et pour lutter contre les injustices criantes. Mais cette question mérite une réponse plus profonde.

La crise et les rapports de force
Depuis longtemps, le capitalisme évolue vers un capitalisme financier. C'est ce que Lénine appelait, déjà en 1917, le stade suprême du capitalisme : l'impérialisme. Cette évolution consiste entre autres en une passation de pouvoir des entreprises individuelles vers de grands groupes industrialo-financiers monopolistes à l'échelle planétaire. Toujours plus, les décisions sont prises par des financiers et des financières éloigné-e-s du lieu et de la réalité sociale et politique de la production, ce qui constitue à l'évidence un facteur négatif. Le capital est devenu supranational. Dans un tel système, il est logique que la crise ait débuté comme crise financière, avant de s'étendre aux autres secteurs de l'économie. Néanmoins, la résolution de la crise n'est pas à chercher dans un retour à un capitalisme national plus « familial ». Ceci ne serait en effet ni souhaitable, ni possible, car la crise actuelle, comme d'autres dans l'histoire du capitalisme, est une crise structurelle du système. Ses causes ne sont pas à trouver dans des erreurs ou dans une mauvaise gestion de quelques financiers sans scrupules, mais sont contenues dans la nature

même du capitalisme et dans ses contradictions internes. Il s'agit d'une crise de surproduction et de suraccumulation du capital, qui se résoudra, en fonction des rapports de force, soit par une adaptation du système (qui provoquera à son tour de nouvelles crises – comme l'histoire l'a montré), soit par une nouvelle organisation de la production.

L'accentuation des contradictions

Jusqu'à présent, les mesures prises pour résoudre la crise sont imposées par le grand capital et ses représentant-e-s politiques et ont pour but de sauver le système capitaliste. Ce sont les salarié-e-s, les petit-e-s indépendant-e-s, les chômeurs et les chômeuses, la majorité des retraité-e-s et beaucoup de jeunes qui en supportent les conséquences. De cette manière, les conditions de travail et de vie de beaucoup de gens en Europe et en Suisse ont fortement changé. Ceux qui ont encore un travail sont sous pression. Aujourd'hui, même des parties des classes populaires et des classes moyennes dont la situation était meilleure ces dernières années s'appauvrissent. Les jeunes générations sont particulièrement touchées. Pour beaucoup, et ce parfois malgré leur bonne formation, la situation est pire que celle de leurs parents et de leurs grands-parents, alors qu'en même temps, la richesse produite par toute la société est toujours plus grande.

Cette situation mène à une accentuation des contradictions sociales. Un coup d'œil à la propriété et à l'évolution des salaires en Suisse en est une preuve. Pour nous, ces contradictions ne peuvent pas être résolues dans le cadre du système capitaliste. Comme le disaient Karl Marx et Friedrich Engels en répondant à la question de savoir comment la bourgeoisie surmontait ses crises : «D'un côté en imposant la destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir. » (1848, Manifeste du parti communiste).

A qui appartient le monde ?

Mais la résistance contre la barbarie du capitalisme apparaît – en Suisse également ! La grève du personnel soignant de « La Providence » à Neuchâtel, du personnel de « Spar » dans la commune argovienne de Dättwill, dans les carrières au Tessin et des Transports Publics Genevois sont des exemples récents de luttes qui prouvent l'envie des travailleurs et des travailleuses de se battre pour leurs droits et pour le maintien d'un service public de qualité. Dans différentes régions, nous trouvons toujours des comités locaux qui luttent contre la fermeture ou la privatisation des services publics. De tout cela, la population sait peu de choses, car la presse bourgeoise en parle seulement de manière marginale, si elle en parle !

Dans beaucoup de pays, les gens se battent pour leurs droits, résistent contre le fait que la population doive supporter les conséquences de la crise. Les grèves générales, dans les pays d'Europe du Sud en particulier, ont montré qu'il est possible de résister aux offensives du capital. « Indignez-vous !» est devenu un signal pour des centaines de milliers de jeunes. « A qui appartient le monde et qui le dirige ? » La question de la propriété est de plus en plus posée et le capitalisme de plus en plus accusé. Nous soutenons que la propriété privée des moyens de production est la base de la domination capitaliste.

Des réponses réactionnaires

Face à cette montée de la colère populaire, la classe dirigeante utilise le nationalisme, l'égoïsme, le racisme et la haine des migrant-e-s pour orienter la protestation populaire dans le sens d'une réponse réactionnaire à la crise. En Suisse, les partis et les revendications populistes gagnent du terrain depuis des années. Le dernier exemple est l'initiative Ecopop, à classer parmi les initiatives xénophobes qui empoisonnent la Suisse depuis les années 70. Dans toute l'Europe, l'extrême droite et parfois les forces fascistes gagnent du terrain. Ce développement dangereux doit être combattu de manière décidée et conséquente. Le renforcement des forces de gauche progressistes et démocratiques est nécessaire.

Sur la base du marxisme

Comme le disait Rosa Luxembourg il y a plus de 100 ans : « Socialisme ou barbarie ! » Dans la lutte contre la barbarie et pour le socialisme, nous nous attachons aux conditions de vie et aux intérêts objectifs des gens. Les personnes touchées par la crise, le racisme et la xénophobie doivent se battre pour leurs intérêts. Le PST-POP considère qu'une de ses tâches principales est de les mobiliser pour la lutte commune. De ce fait, la lutte extra-parlementaire, tout comme le renforcement de l'organisation et de la

disponibilité au combat du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, sont des éléments centraux de notre travail.

Il ne s'agit pas seulement d'une réforme de l'économie, de l'État ou des structures sociales, pour éliminer les effets négatifs du capitalisme. Il s'agit de transformer la société. Pour cela, le Parti suisse du Travail se fonde sur les bases du marxisme. Notre but est la construction d'une société nouvelle, socialiste, c'est-à-dire la nationalisation des principaux secteurs de l'économie (notamment les banques), une économie qui fonctionne pour le bien de toutes et tous et non pour les profit de quelques-un-e-s et une démocratie réellement populaire, à partir des lieux de travail, où le pouvoir appartient vraiment au peuple et non à quelques lobbys privés. Mais nous ne voulons pas en rester là. Notre idéal est la société communiste, c'est-à-dire une société sans classe, dans laquelle la vie a un sens pour tout le monde, dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination et l'aliénation sont supprimées et où l'équilibre écologique est reconstitué.

Les valeurs de cette société seront l'égalité des droits, le respect mutuel, la paix et l'absence de contrainte et de misère. Dans ce sens, nous sommes un parti révolutionnaire, qui se distingue de tous les autres partis politiques en Suisse. Cette révolution sociale sera le résultat d'un long combat d'un large mouvement populaire, qui restera fidèle aux principes de l'unité et de la solidarité entre les travailleurs et travailleuses du monde entier. C'est pourquoi la solidarité internationale est une valeur fondamentale du Parti suisse du Travail. Nous nous opposons aux guerres impérialistes. Nous condamnons toute tentative d'imposer l'hégémonie néo-coloniale et de s'approprier les ressources qui appartiennent aux peuples.

Pour toutes ces raisons !
Les élections fédérales ne sont pas un but en soi pour le PST, mais une opportunité parmi d'autres de s'engager pour une transformation de la société. Nous voulons donner une voix aux travailleurs et travailleuses, ainsi qu'à tous ceux et toutes celles qui n'ont aujourd'hui pas de véritable représentation au Parlement. Car malgré quelques nuances, tous les partis présents au Parlement soutiennent le système capitaliste, qui exploite impitoyablement les êtres humains et la nature au nom du profit.
La lutte parlementaire ne résoudra pas les problèmes du capitalisme. Mais elle permet de faire mieux entendre les revendications de la population, des travailleurs et des travailleuses et éventuellement d'obtenir des améliorations. En même temps, les intérêts qui sont représentés au Parlement peuvent être mieux démasqués et combattus. Nous voulons montrer que même dans la riche Suisse, il y a des forces qui ne soutiennent pas la dictature du capital. Pour toutes ces raisons, le Parti suisse du Travail participent aux élections. Comme disait Lénine : « Utilisons le terrain parlementaire pour notre cause révolutionnaire ! »

Revendications

Travail

Comme la richesse sociale est fondée sur le travail, celui-ci est pour nous un droit fondamental pour tous les êtres humains. Chaque travail est important et a la même valeur. Nous voulons supprimer l'exploitation de l'homme pas l'homme.
Le PST défend l'instauration d'un nouveau Code du Travail, avec notamment l'institution d'un Tribunal du Travail.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'application de l'égalité entre les salaires des hommes et des femmes ;
- l'introduction d'un salaire décent d'au minimum 4000 francs par mois (22 francs de l'heure) et d'un salaire minimum pour les apprenti-e-s ;
- l'introduction d'un salaire maximum ;
- l'introduction de la semaine de 35 heures, sans réduction de salaire et avec engagement de personnel ;
- aucune déréglementation des horaires des magasins. Une harmonisation à l'échelle nationale peut se faire seulement à condition de limiter les ouvertures des magasins pour un maximum de 11 heures par jour ;

- l'abolition de la précarité, c'est-à-dire l'établissement d'une véritable protection contre le licenciement pour toutes et tous, le droit à la réintégration et l'interdiction du travail intérimaire, du travail sur appel et du salaire au mérite;
- le renforcement de la protection de la santé et de la sécurité au travail, notamment en renforçant les contrôles sans préavis et les sanctions vis-à-vis des entrepreneurs et entrepreneuses;
- l'obtention du droit de se réunir en assemblée du personnel pendant le temps de travail, d'élire des délégués syndicaux d'entreprise et le droit de grève étendu.

Et nous ne renoncerons pas...
avant que, dans la société socialiste, le travail ne serve plus à enrichir un petit nombre par l'exploitation des êtres humains et de la nature, mais à assurer le bien-être de toutes et de tous.

Sécurité sociale

Les rentes et les assurances sociales ne sont pas une aumône, mais un droit garanti par la Constitution. La santé n'est pas un bien de luxe que seule une minorité peut s'offrir.

Concrètement, nous revendiquons :
- l'arrêt immédiat du démantèlement des assurances sociales et la nationalisation de tout le système de sécurité sociale pour le mettre sous contrôle démocratique ;
- une santé publique, gratuite et de proximité ;
- l'intégration du 2e pilier (caisses de pension) dans le premier (AVS) et ainsi l'introduction de retraites populaires, de même qu'une facilitation de la retraite anticipée pour les métiers pénibles;
- des crèches et garderies gratuites ;
- un congé parental d'une année, partagé entre les deux parents avec garantie de salaire et de retour à l'emploi ;
- l'instauration d'une assurance de soins dentaires.

et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, tous les êtres humains vivent dans la dignité et que l'inquiétude quant aux soins pour ses proches prenne fin.

Logement

Les logements existent pour y habiter et non pour augmenter énormément les profits des propriétaires immobiliers. Le logement à un prix abordable est un droit fondamental et la qualité du logement, étroitement liée à celle de la vie et de la santé, doit être garantie.

Concrètement, nous revendiquons :
- la fin des expulsions ;
- le contrôle des loyers par l'État avec obligation de créer un nombre suffisant de logement à loyer modéré;
- l'interdiction de la spéculation sur les logements et les terrains ;
- un droit général de préemption à la valeur officielle pour les communes et les coopératives d'habitation lors de ventes d'immeubles et de terrains à bâtir ;
- la nationalisation et le contrôle démocratique de la propriété foncière ;
- la création de logements pour les étudiant-e-s et apprenti-e-s.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, le droit de disposer des terres ne soit transformé en simple droit d'utilisation.

Formation

Les institutions de formation sont le reflet de la société. On a tendance à enseigner ce qui sert à l'économie. Cela contraste avec une éducation émancipatrice qui nous permettrait de surmonter l'exploitation et la domination de classe.

Concrètement, nous revendiquons :

- un soutien financier accru de l'État pour les institutions publiques de formation;
- une aide ciblée pour les enfants et les familles des travailleuses et travailleurs et des migrant-e-s ;
- l'interdiction de l'influence de l'économie privée sur le contenu de la recherche et de l'enseignement ;
- une formation gratuite pour toutes et tous de l'école enfantine à la fin des études supérieures ;
- un minimum de deux jours d'école par semaine pour les apprenti-e-s ;
- l'introduction d'une formation politique à tous les niveaux de l'enseignement ;
- l'éducation sexuelle dès les classes primaires ;
- garantir l'octroi facilité d'une bourse d'étude pour les étudiant-e-s et les apprenti-e-s ;
- une augmentation du nombre de places d'apprentissage ;
- plus de droits pour les apprenti-e-s et une meilleure protection de ceux- et celles-ci ;
- une augmentation du corps enseignant pour les écoles primaires et secondaires ;
- une prévention active dans les écoles contre l'alcool, la drogue et le tabac ;
- une école laïque.

et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, la formation ne soit plus au service des intérêts économiques, mais serve à la formation de la personnalité et de la société.

Répartition des richesses

La répartition inégale de la richesse est le signe le plus apparent du capitalisme. Un petit nombre possède la plus grande partie, beaucoup n'ont presque rien. Le monde a la tête en bas. Nous l'aiderons à se remettre sur les pieds.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de capitaux ;
- l'augmentation de l'impôt sur le capital des sociétés de capitaux ;
- une importante augmentation de l'impôt sur les gains immobiliers ;
- l'introduction d'un impôt sur les transactions financières ;
- l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions ;
- l'harmonisation des taux d'imposition des communes et des cantons ;
- la nationalisation et le contrôle démocratique, dans un premier temps, des banques et des compagnies d'assurance ;
- une hausse des impôts sur les grosses fortunes.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, les riches ne soient plus riches et les pauvres ne soient plus pauvres !

Souveraineté démocratique

Nous vivons dans la dictature des banques et des multinationales. La plupart des gens n'ont rien à dire. Des changements radicaux sont nécessaires. Les décisions économiques doivent également être prises de manière démocratique.

Concrètement, nous revendiquons :

- l'indépendance des autorités suisses face aux instances supranationales comme l'UE et l'OTAN ;
- le maintien de la Suisse dans la CEDH ;

- la fin des négociations sur les accords de libre-échange, entre autre TiSA ;
- le maintien de la Suisse hors de l'Union européenne néolibérale et impérialiste ;
- une renégociation de tous les accords bilatéraux avec l'UE, afin qu'ils soient dans l'intérêt des classes populaires et non pas dans ceux de la place financière et des grand-e-s industriel-le-s ;
- la protection des lanceurs et lanceuses d'alerte.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que la démocratie socialiste règne, et que la démocratie ne soit plus le privilège de quelques-un-e-s qui ont beaucoup d'argent.

Solidarité internationale

La solidarité internationale est une valeur fondamentale du Parti du Travail. Nous voulons une Suisse qui s'engage pour que le fossé entre riches et pauvres à l'échelle mondiale s'amenuise, ainsi que pour la paix au lieu de la guerre.

Concrètement, nous revendiquons :

- la fin de toute collaboration de l'armée suisse avec notamment les armées de l'OTAN, d'Israël et des monarchies du Golfe persique. L'armée suisse doit retirer immédiatement tous ses soldats de l'étranger, notamment du Kosovo ;
- la fin de la participation de la Suisse aux projets de police et d'armée européenne ;
- le soutien aux mouvements démocratiques dans les pays du tiers monde ;
- des relations commerciales équitables avec les pays en développement et les pays émergents ;
- une coopération au développement à hauteur d'au moins 1% du produit national brut
- l'interdiction de la spéculation sur les matières premières;
- la reconnaissance de l'État palestinien par la Suisse;
- la fin du blocus économique contre Cuba ;
- la condamnation des multinationales ayant un siège en Suisse et ne respectant pas les droits humains à l'étranger.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste le risque de guerre soit banni et qu'il y ait une solidarité réelle avec les peuples opprimés.

Mêmes droits pour toutes et tous

Le sexisme est l'oppression qui hiérarchise les sexes en créant des classes distinctes, une classe sexuelle productrice et une classe sexuelle reproductrice, exploitées de façon différente. Ce modèle est imposé à chacune et chacun, et tout écart est réprimé socialement et légalement.

Concrètement, nous revendiquons :

- le droit pour chacune et chacun à disposer de son propre corps, en garantissant notamment l'accès à la contraception et à l'interruption de grossesse ;
- la protection contre les violences et les discriminations basées sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ;
- la fin des discriminations légales des couples et des parents homosexuels ;
- la fin de la psychiatrisation des transidentités et la reconnaissance légale du genre vécu sans stérilisation forcée ;
- le droit à l'autodétermination du genre pour les personnes intersexes et transsexuelles et l'accès à un traitement médical si désiré ;
- instauration du mariage pour tous et toutes.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, le sexisme, l'homophobie et la transphobie ne soit plus que le souvenir d'un lointain passé.

Une Suisse ouverte pour toutes et tous

Le racisme contribue au maintien du pouvoir. Les boucs émissaires servent à diviser les travailleuses et les travailleurs et à détourner la population des vrais problèmes.

Concrètement, nous revendiquons :

- le droit de vote et d'éligibilité pour toutes les personnes vivant en Suisse ;
- le passeport suisse pour toutes les personnes nées en Suisse ;
- la légalisation des sans-papiers, car personne n'est illégal ;
- un véritable droit d'asile, fondé sur des principes de sincère solidarité entre les peuples, ce qui implique une sortie des traités de Schengen et Dublin
- une Suisse ouverte pour les réfugié-e-s et des lieux d'accueil adéquats pour les migrant-e-s ;
- une libre circulation des personnes en provenance du monde entier, et pas seulement des pays européens comme le veut l'UE ;
- le droit à un travail pour toute personne vivant en Suisse.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, le racisme et la xénophobie ne soient plus que le souvenir d'un sombre passé.

Environnement

Les causes des problèmes environnementaux sont la recherche du plus grand profit le plus vite possible, ainsi que l'exploitation sans égard pour la nature, sous les ordres du grand capital. Un environnement sain est un bien appartenant à tous les êtres humains et doit donc est conservé.

Concrètement, nous revendiquons :

- pas de privatisation de ressources vitales comme l'eau et l'électricité ;
- la sortie immédiate du nucléaire et la socialisation et le contrôle démocratique du secteur de l'énergie;
- des investissements de l'État dans les projets de recherches sur les énergies renouvelables ;
- les accords énergétiques avec l'UE doivent garantir une collaboration pour la distribution écologique de l'énergie en Europe ;
- l'utilisation gratuite des transports publics locaux pour toutes et tous ;
- un encouragement au transport sur voie de chemin de fer, plutôt que sur la route ;
- un contingentement du trafic commercial aux capacités écologiques et aux infrastructures existantes. En aucun cas, nous n'acceptons un nouveau tunnel au Gothard ;
- une diminution drastique de l'emploi de pesticides.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, l'économie planifiée ait assuré une juste répartition des biens et des ressources naturelles.

Agriculture

Les décisions en matière d'agriculture et d'alimentation sont déterminées en grande partie par des accords commerciaux multi- ou bilatéraux. Nous voulons que les paysan-ne-s et la population suisse soient en mesure de décider souverainement du type d'aliments qu'ils et elles veulent consommer.

Concrètement, nous revendiquons :

- une agriculture paysanne diversifiée et nourricière qui tienne compte de nos ressources naturelles

notamment du sol, protège nos semences et renonce aux OGM.
- une aide de l'État aux petits paysan-ne-s pour qu'ils puissent payer leurs employé-e-s au moins 4'000 francs par mois pour 160 heures de travail;
- une production agricole qui puisse viser à la souveraineté alimentaire, en fixant les prix pour que tous les paysan-ne-s puissent vivre dignement et en augmentant les protections pour les denrées indigènes;
- des standards de production définis selon les exigences des consommateurs et consommatrices et des producteurs et productrices et aucunement par les dirigeant de l'UE. Par conséquent, nous voulons que la Suisse abandonne le principe du Cassis de Dijon ;
- un accès à une alimentation saine et suffisante pour toutes et tous.

Et nous ne renoncerons pas...

jusqu'à ce que, dans la société socialiste, l'agriculture soit en harmonie avec la nature et la population locale.

Culture

Dans une société de classe, la politique culturelle a aussi un caractère de classe. A cela, il faut opposer une culture démocratique.

Concrètement, nous revendiquons :
- l'accès gratuit à l'enseignement de la musique, de la danse, de la peinture et des activités artistiques en général ;
- une répartition plus équitable du soutien public à la culture;
- un encouragement plus important pour les jeunes artistes par l'offre de formation adaptées ;
- la création d'espaces culturels autogérés ;
- un soutien accru de l'État aux manifestations culturelles ;
- une garantie de l'accès à la culture pour toutes et tous.

Et nous ne renoncerons pas...

avant que, dans la société socialiste, l'art et la culture ne soient devenus des moyens d'épanouissement de réflexion sur le développement social.